

Oh zut, y'a plus d'place...



# Le flex office au pays des Bisounours

Après avoir qualifié d'« **infantilisants** »<sup>1</sup> et « **d'un autre temps** »<sup>1</sup> les témoignages de salariés désespérés par le projet de flex office au bâtiment A, la Direction a accusé les organisations syndicales de véhiculer des **messages anxiogènes**.

A la CGT, nous avons préféré relayer le **message d'amour** de la Direction.

## Une idée qui vient des nuages

Fin 2020, en comité européen, la Direction des cœurs a annoncé vouloir réduire de 10% la surface des bureaux à l'échelle du groupe Airbus. Volontaire pour **distribuer du bonheur**, la Direction toulousaine avait anticipé, dans « **l'esprit pionnier du Palays** »<sup>2</sup>... sans écouter les salariés. Et tant pis si *l'empowerment* en prend un coup.

## Un projet d'amour et d'eau fraîche

Au cœur de l'été 2020, alors que de nombreux salariés sont en congés, la Direction a en effet lancé **un projet pilote, joliment nommé « espace de travail dynamique »**.

Ce projet part d'**une idée fabuleuse** : faire rentrer, façon sardines, 177 salariés dans un bâtiment de 140 places, sans travaux.

« Pourquoi ce bâtiment A est-il intéressant pour nos équipes ? C'est un bâtiment proche du poste de garde ! »<sup>1</sup> annonce, la bouche en cœur, la direction à des élus médusés.

Après s'être saisi du sujet, la CSSCT-E découvre stupéfaite un projet mal ficelé et massivement rejeté par les salariés. Une expertise indépendante, demandée par les élus CSE-E, confirmera ces craintes.

**L'amour est aveugle**, finira par se dire la direction qui décide de poursuivre le projet malgré un vote négatif des élus début janvier.

## Les salariés ne veulent pas de bisous

Les salariés voient leurs conditions de travail se dégrader depuis des années. Ils auraient aimés que la direction s'occupe des problèmes courants des bâtiments du Palays & d'Astrolabe (bureaux trop petits, chauffage, absence de lumière naturelle, toilettes bouchées, ascenseurs en panne, 3 vitres qui tombent au K2, mobiliers à changer, ...)

## Je lui dirai les mots bleus...

Quelques heures seulement après le rejet du projet par les élus, la Direction envoyait à tous les salariés **sa déclaration d'amour au flex office**<sup>2</sup>.

Elle y rappelle le long travail des élus, tout en ignorant leurs conclusions. A lire ce mot doux, on en viendrait même à croire que les élus ont approuvé le projet !

Les salariés des achats, premiers concernés et largement opposés au projet, seront probablement touchés au cœur par les félicitations d'une Direction qui s'est dite « particulièrement à l'écoute »<sup>2</sup>.

Pas assez pour comprendre que les salariés ne sont pas des « personnes qui sont assises à côté d'autres personnes et qui ont envie d'être enfermées dans leur bureau pour pouvoir hurler dans une communication », comme l'a dit le porteur du projet<sup>1</sup>.



## Que dit l'expertise ?

Le cabinet SECAFI, mandaté par les élus pour réaliser l'expertise de ce projet, s'est entretenue avec 85 salariés, choisis par échantillonnage aléatoire et anonyme. Leurs conclusions sont sans appel : SECAFI alerte sur la non adhésion des équipes, dont les conséquences (désengagement, démotivation, fuite du lieu de travail, risques psychosociaux, perte de performance, absentéisme) « vont à l'encontre des bénéfices attendus ».

Sur le fond, l'expert souligne les nombreuses lacunes du projet : non respect des bonnes pratiques de ce type de projet, réseau informatique peu performant, espaces de travail commun en nombre insuffisant, pas de réponses concrètes aux questions des salariés, absence de budget d'aménagement...



## Les résultats de la consultation

Le 11 janvier 2021, les élus (6 CGT, 9 CFE-CGC sur 10 et 8 CFDT) ont voté « défavorable » au projet de flex office au bâtiment A. Les 4 élus FO et l'élue CFTC ont voté « abstention ».

A l'unanimité cette fois, les élus ont par ailleurs adopté une résolution détaillant 26 recommandations.

En conclusion, ils déclarent : « sur la base de ces éléments, les élus CSE-E sont préoccupés de l'impact de ce projet qui par son implémentation actuelle induit des risques majeurs. Ils recommandent donc de ne pas procéder à la mise en œuvre de ce projet dans sa définition actuelle. »<sup>3</sup>

Les élus ont également demandé à être systématiquement impliqués en amont lorsque la Direction étendra ce type d'aménagement à d'autres secteurs de l'entreprise.

## A propos du câlin social

PSE, télétravail, mobilités, augmentations, promotions, flex office... La Direction met souvent en avant le « dialogue social ». Mais concrètement, ça veut dire quoi ?

Légalement, « le CSE est informé et consulté sur [...] tout aménagement important modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail ».

Dans le cadre de ce projet de flex office, qui modifie fondamentalement les conditions de travail des salariés, la Direction se devait de passer par une information du CSE avant de soumettre son projet au vote : c'est la consultation qui a eu lieu le 11 janvier dernier.

L'avis du CSE n'est cependant que consultatif et la Direction peut tout à fait ne pas en tenir compte, ce qu'elle a décidé de faire dans ce cas précis. Avec bienveillance, évidemment !



## Gardons le contact !

La CGT est à votre écoute. Retrouvez-nous sur [le Hub](#), sur [notre site internet](#) ou par mail : [cgt\\_tlse@airbus.com](mailto:cgt_tlse@airbus.com).

<sup>1</sup> Compte-rendu de la CSSCT-E du 08/10/2020

<sup>2</sup> Mail à tous les salariés du 11/01/2021 à 18h03

<sup>3</sup> Résolution des élus du CSE sur le projet d'aménagement en espace de travail par activité